



L'euro dix ans après

U. BAUMGARTEN/VARIO CREATIVE/PHOTONONSTOP



Plus chère la vie

Dix ans après l'arrivée de l'euro, la monnaie unique est toujours accusée de faire flamber les prix. Certes, ils ont beaucoup augmenté, mais pas tous. Et dans ce procès des étiquettes, l'euro n'est pas forcément le seul coupable.

QUE CHOISIR.org
http://forum.quechoisir.org/

Venez enrichir le débat dans notre forum.

Triste anniversaire pour les dix ans de l'euro. Alors que certains n'hésitent pas à évoquer sa disparition, d'autres l'accusent d'avoir joué un rôle d'accélérateur dans l'augmentation des prix des biens et services. Entre le passage à la monnaie unique, le 1^{er} janvier 2002, et ce début 2012 marqué par une grave crise économique, comment les prix ont-ils évolué au cours de ces dix dernières années? Avec quelles conséquences sur notre pouvoir d'achat?

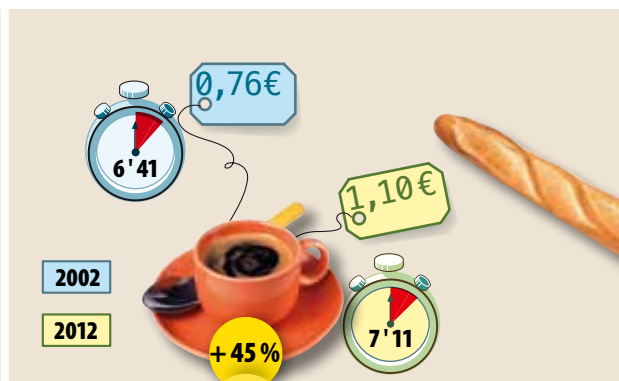
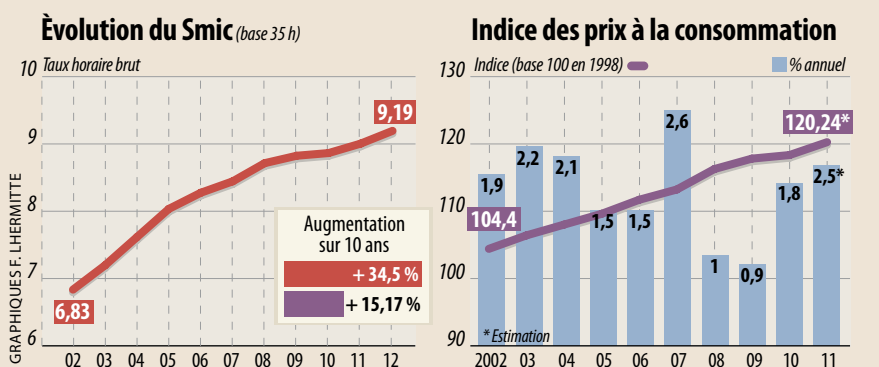
Tout le monde s'accorde à dire que les prix ont augmenté et accuse l'euro d'en être la cause. En fait, si beaucoup d'articles que nous consommons tous les jours ont en effet vu leurs prix grimper, certains fortement, d'autres à l'inverse ont diminué. Au final, si l'on s'en tient aux indices officiels calculés par l'Insee, le pouvoir d'achat des Français aurait même progressé : en dix ans, de 2002 à 2012, le niveau du Smic s'est élevé de 34,5 %, nettement plus que l'indice des prix à la consommation en hausse de 15,2 %. Peut-on pour autant en conclure que le coût de

la vie a baissé en France ces dix dernières années? Certainement pas. Mêmes officiels, les chiffres sont trompeurs. L'inflation telle que la calcule l'Insee n'est qu'une moyenne de milliers de prix relevés chaque mois. De fait, elle reflète mal les fortes hausses sur certains produits quand d'autres articles voient leurs prix baisser ou augmenter modérément.

Inflation sur les produits de consommation courante

Pour coller au plus près de la réalité, nous avons ramené le coût des produits au temps de travail nécessaire pour les payer en 2002, puis en 2012. Bien sûr, cette quantité de travail nécessaire varie selon le niveau de revenus dont disposent les ménages. Pour que nos comparaisons dans le temps aient un sens, nous avons retenu la valeur du Smic, dont l'évolution est encadrée.

Au 1^{er} janvier 2002, lors du passage à l'euro, le Smic horaire était de 6,83 € bruts ; au 1^{er} janvier 2012, il s'élève à 9,19 €. Dans le même temps, le



prix de la baguette de pain est passé de 0,67 € à 0,85 €, soit une hausse de 27 %, donc supérieure à l'inflation sur la même période (15,2 %). Toutefois, pour se payer cette même baguette aujourd'hui, un smicard a besoin de travailler 20 secondes de moins qu'il y a dix ans. Même insignifiant, c'est un gain de pouvoir d'achat.

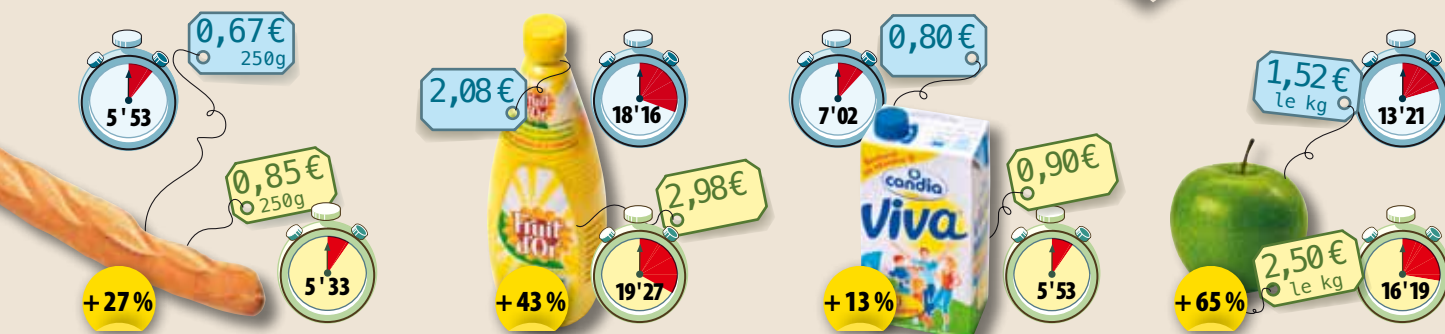
À l'inverse, ce même smicard devra travailler 4 min 33 de plus pour s'offrir un poulet Label rouge d'un kilo dont le prix, en dix ans, a progressé trois fois plus vite que l'inflation (+47 %, voir illustration p. 19). À répéter ces calculs pour la plupart des produits de consommation courante (voir tableau, ci-contre), on s'aperçoit que leurs prix ont grimpé nettement plus vite que l'inflation, d'où cette unanimité parmi l'ensemble de la population : « *Depuis le passage à l'euro, tout augmente !* » Et pourtant, le temps de travail nécessaire à leur acquisition a plutôt diminué, même si c'est parfois assez symbolique.

Faire de l'euro le bouc émissaire de la hausse des prix est facile. Certes, sa responsabilité lors du passage à la monnaie unique s'est vérifiée à travers les enquêtes prix menées par l'UFC-Que Choisir à l'époque. Les grandes surfaces s'étaient engagées à un gel des étiquettes de six mois, du 1^{er} octobre 2001 au 1^{er} avril 2002, et elles ont peu ou prou tenu leur engagement, sauf que nombre d'entre elles avaient anticipé ce blocage et relevé leurs prix avant, tandis que d'autres se rattrapaient dès le second trimestre de 2002. Le passage à la monnaie unique a aussi brouillé les repères des consommateurs, d'où leur sentiment d'assister à une valse continue des étiquettes. Ensuite, les prix ont été marqués par une certaine accalmie jusqu'en 2006 avant de repartir à la hausse dès 2010, gonflés par l'envolée des cours des matières premières et une crise financière sans précédent.

Dans le même temps, les prix des produits manufacturés n'ont cessé de diminuer. Affichée 12 958 € en 2002, la Renault Clio (modèle de base, trois portes) était proposée 9 999 € fin décembre 2011, prix catalogue que l'on pouvait ➔

| 2002-2012 ÉVOLUTION DES PRIX DE QUELQUES PRODUITS COURANTS | | | Prix du produit | | Hausse des prix des produits en 10 ans | Temps de travail nécessaire pour acheter le produit | |
|---|--|--|-----------------|--------------|---|--|---------------------------------|
| | | | Janvier 2002 | Janvier 2012 | | En 2002/Smic brut (6,83 €/h) | En 2012/Smic brut (9,19 €/h) |
| Produits dont les prix ont augmenté | | | € | € | % | | |
| Riz Lustucru (ferme incollable, en sachets) | | | 1,40 | 1,85 | 32 | 12'18 | 12'05 |
| Poisson pané Findus (20 bâtonnets Croustibat) | | | 3,37 | 3,62 | 7 | 29'36 | 23'38 |
| Farine Francine (1 kg, fluide sans grumeaux) | | | 1,04 | 1,11 | 7 | 9'08 | 7'15 |
| Blé gourmet Ebly | | | 1,44 | 1,71 | 19 | 12'39 | 11'10 |
| Huile d'olive Puget (1 l) | | | 5,37 | 5,76 | 7 | 47'10 | 37'36 |
| Fromage pur chèvre Chavroux | | | 2,05 | 2,55 | 24 | 18'01 | 16'39 |
| Pur Soup velouté poireaux-p. de terre (Liebig) | | | 1,52 | 1,77 | 16 | 13'21 | 11'33 |
| Pim's framboises Lu | | | 1,16 | 1,35 | 16 | 10'11 | 8'49 |
| Chocolat en poudre Nesquik | | | 1,86 | 2 | 8 | 16'20 | 13'03 |
| Frosties pétales maïs Kellogg's | | | 2,05 | 2,27 | 11 | 18'01 | 14'49 |
| Orangina (1,5 l) | | | 1,32 | 1,58 | 20 | 11'36 | 10'19 |
| Bière 1664 (Kronenbourg) | | | 2,99 | 3,55 | 19 | 26'16 | 23'11 |
| Ricard (bouteille d'1 l) | | | 15,19 | 16,31 | 7 | 133'16 | 106'29 |
| Shampooing Garnier (ultra-doux à la camomille) | | | 2,52 | 2,66 | 6 | 22'08 | 17'22 |
| Lait démaquillant Nivea Visage (les Essentiels) | | | 3,73 | 4,21 | 13 | 32'46 | 27'29 |
| Croquettes pour chat Friskies (grand menu, Délice de viandes) | | | 1,04 | 1,20 | 15 | 9'08 | 7'50 |
| Que Choisir | | | 3,96 | 4,40 | 11 | 34'47 | 28'44 |
| Produits dont les prix ont diminué | | | | | | | |
| Haricots verts Daucy (extra-fins, en conserve) | | | 1,53 | 1,28 | -16 | 13'26 | 8'21 |
| Rillettes du Mans Bordeaux-Chesnel | | | 2,64 | 2,04 | -23 | 23'12 | 13'19 |
| Thé Lipton Yellow | | | 1,53 | 1,31 | -14 | 13'26 | 8'33 |
| Petit écolier Lu | | | 1,29 | 1,18 | -9 | 11'20 | 7'42 |
| Mousse à raser (Mennen) | | | 2,60 | 2,51 | -4 | 22'50 | 16'23 |

Évolution des prix et temps
de travail nécessaire pour
acheter le produit
(base Smic horaire brut)
entre 2002 et 2012.





Assurances

Les primes prennent l'ascenseur

Autre dépense contrainte liée au logement et qui a vu ses tarifs exploser : l'assurance multirisque habitation. Ainsi, pour un appartement de 68 m² dans le XIX^e arrondissement de Paris assuré chez Axa, Pierre payait 337 € en 2002 et 589 € aujourd'hui, soit une augmentation de 75 %. C'est deux fois plus que la hausse du Smic (34,5 %) sur la même période, cinq fois plus que l'inflation (15,2 %) ! L'évolution des

primes d'assurance auto, elles aussi obligatoires, est du même ordre pour peu que l'on soit resté chez le même assureur entre 2002 et 2012. En revanche, un automobiliste avec 50 % de bonus sur toute la durée de la période aura vu sa prime baisser de 10 à 15 % s'il a fait jouer la concurrence. Les compagnies d'assurances savent en effet multiplier les rabais sur les primes jusque-là payées pour attirer tout bon conducteur. Enfin, les

primes des assurances complémentaires santé ont, elles aussi, explosé, pénalisant les ménages les plus modestes, et surtout les seniors, obligés de souscrire des contrats à titre individuel. En cause, le désengagement de la Sécurité sociale dans la prise en charge des dépenses de soins et des médicaments, les hausses du forfait hospitalier à la charge des complémentaires et l'augmentation des taxes sur les mutuelles.

Carburants

Ça pompe le portefeuille

En dix ans, le prix des carburants a augmenté nettement plus que l'inflation sans que l'on puisse en accuser l'euro. Les prix affichés à la pompe dépendent avant tout des cours des produits pétroliers, qui fluctuent en fonction de la demande mondiale et des crises géopolitiques qui peuvent affecter les pays producteurs. L'essence sans-plomb 95 ou le gazole ont d'ailleurs vu leurs prix rester relativement stables de 2000 à 2003, notamment lors du passage à la monnaie unique, avant de connaître ensuite une hausse continue jusqu'à

battre un premier record fin juin 2008, à 1,49 € le litre de SP 95 et 1,44 € celui de diesel. Après une accalmie en 2009 où ils retrouvaient pratiquement leur niveau de 2004, les prix sont repartis à la hausse, pulvérisant de nouveaux records en 2011 à 1,53 € pour le SP 95 en septembre dernier et 1,40 € pour le diesel début décembre. En dix ans, l'essence et le gazole suivent sensiblement la même évolution, avec toutefois une nette accélération pour le second : +56,8 % de hausse pour le SP 95 et +85 % pour le diesel. Jamais l'écart entre

Logement Vertigineux

Que vous soyez locataire ou propriétaire, le poste logement est un de ceux qui, en dix ans, a le plus augmenté dans le budget des ménages, jusqu'à représenter aujourd'hui 35 % des dépenses des familles les plus modestes. Alors qu'il fallait 3 mois et 9 jours de salaire à un smicard en 2002 pour acheter un mètre carré dans le XV^e arrondissement de Paris – ce qui était déjà beaucoup – il lui faut désormais presque le double (6 mois et 3 jours) ! À ce tarif-là, un studio de 30 m² dans la capitale nécessite 15 ans de travail au Smic. L'effort est moindre dans le reste de l'Hexagone. Quand le prix du mètre carré bondissait

de 154 % dans la capitale, passant de 3 340 € le m² dans le XV^e arrondissement en 2002 à 8 500 € en 2012, il grimpait de 56 % à Lyon (de 2 287 € à 3 580 €) et de 17 % à Marseille (de 2 369 € à 2 773 €). Là non plus, l'euro n'est pas pour grand-chose dans cette envolée des prix. Si l'accession à la propriété devient de plus en plus onéreuse, les locataires ne sont pas mieux logés car, sur la même période, les loyers ont eux aussi augmenté, avec un rythme de croissance régulièrement supérieur à celui de l'inflation : +34 % à Paris, +32,8 % en province. Incontestablement, le pouvoir d'achat des locataires a diminué. Alors que ceux du privé consacraient environ un

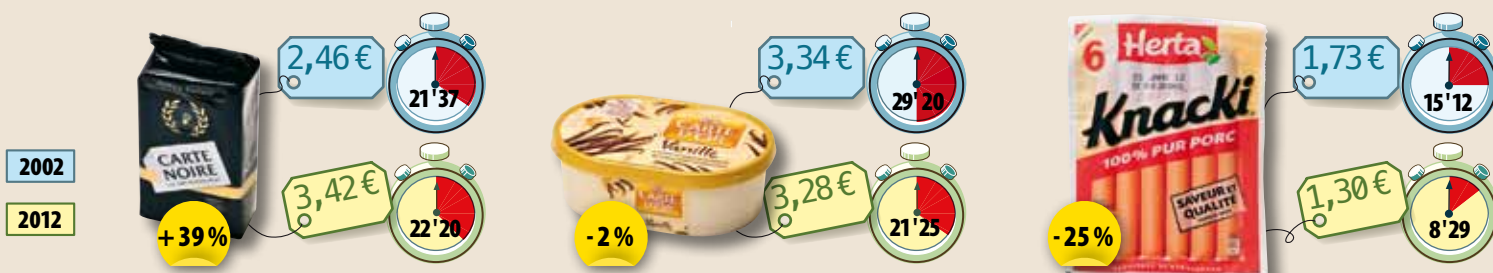
quart de leur budget au logement en 2002, aujourd'hui, cette dépense contrainte dépasse les 30 %, ce qui les conduit très souvent à habiter loin des centres-villes, où les loyers sont moins élevés, mais multiplie les dépenses de déplacement pour peu que les transports en commun fassent défaut. Et encore, dans Paris intra-muros, les tarifs de la RATP ont progressé plus de deux fois plus vite que l'inflation en dix ans : +39 % pour le ticket de métro qui, à l'unité, est passé de 1,22 € en 2002 à 1,70 € à présent, et près de 40 % de hausse entre la carte Orange (2 zones) facturée 44,35 € en 2002 et le Pass Navigo à 62 € qui lui a succédé.

Électricité et gaz L'envolée du gaz

Des deux énergies indispensables, le gaz accuse une hausse de prix trois fois supérieure à celle de l'électricité en dix ans : +62,3 % contre +17,8 % pour l'électricité, dont le prix du kilowattheure progresse légèrement plus que l'inflation (+15,2 %) sur la période. Même si comparée au fioul ou à l'électricité, le gaz reste, pour l'instant, l'énergie la plus compétitive en matière de chauffage, se chauffer et cuisiner au gaz coûte

aujourd'hui de plus en plus cher. Plus que l'euro, c'est le mode de fixation du prix du gaz corrélé à l'évolution des cours du pétrole et la libéralisation du marché de l'énergie imposée par la Commission européenne qui explique cette envolée. En 2012, il faut travailler près de 8 minutes de plus pour payer la même facture de gaz qu'en 2002 mais un quart d'heure de moins pour celle d'électricité.

GRAPHIQUES F. LHERMITTE

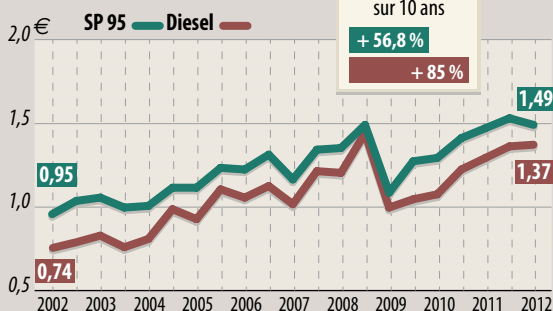




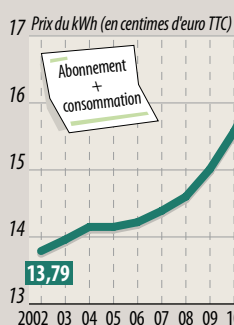
les deux n'a été aussi faible, de quoi sérieusement affecter le pouvoir d'achat des automobilistes français, majoritairement propriétaires de petites cylindrées qui roulent au diesel. Alors qu'avec une heure de travail payée au Smic, l'automobiliste pouvait remplir le réservoir de sa voiture d'un peu plus de 7 litres de

SP 95 ou d'un peu plus de 9 litres de gazole en 2002, dix ans plus tard, il devra se contenter de 6 litres de SP 95 ou 6,7 litres de diesel. On comprend mieux pourquoi la facture carburant pèse de plus en plus lourd dans le budget des ménages pour lesquels la voiture est un moyen de transport incontournable.

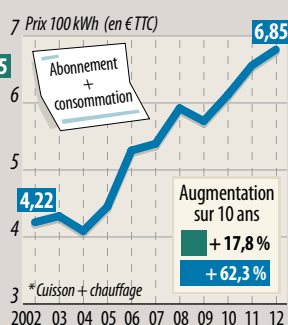
Prix des carburants



Électricité (compteur 6 kVA)



Gaz naturel (tarif B1*)



TRAVAILLER MOINS...

Le prix du timbre pour une lettre prioritaire de moins de 20 g est passé de 0,46 € en 2002 à 0,60 € aujourd'hui, soit 30 % de hausse, deux fois plus que l'inflation. Mais le temps nécessaire à un salarié payé au Smic pour s'acheter ce timbre a diminué de... 7 secondes. Le gain de temps pour payer l'abonnement à France Télécom est plus important : 13 min 26 pour l'abonnement deux mois TTC, passé de 25,31 € en 2002 à 32 € aujourd'hui (+26 %).

... TRAVAILLER PLUS

À 6,86 € la place de cinéma en 2002, il suffisait à un smicard de travailler 1 heure 16 pour aller voir son film préféré. Aujourd'hui, à 9,50 € en moyenne le prix de la place, il doit travailler 2 minutes de plus.



discuter et sans tenir compte des rabais accordés pour la reprise d'un ancien véhicule. Une baisse de prix à laquelle il convient d'ajouter que la Clio modèle 2012 n'a pas grand-chose de commun avec celle de 2002 côté confort, motorisation et sécurité, sauf le nom. Alors qu'il fallait travailler au Smic près d'un an pour se l'offrir en 2002, aujourd'hui sept mois suffisent. Et cette réalité est encore plus marquée pour les produits électroniques grand public.

En 2002, *Que Choisir* en était encore à publier des tests de téléviseurs 16/9^e à tube cathodique ; ce n'est qu'en 2004 que les premières télévisions à écran plat ont fait l'objet d'un banc d'essai. Et l'un des meilleurs choix de l'époque, un téléviseur LCD de Sony (écran de 75 cm) valait pas moins de 1 290 €. Aujourd'hui, vous aurez un excellent écran plat pour deux fois moins cher, avec un écran plus grand et une connectique beaucoup plus riche. Même constat avec les appareils photo numériques, les ordinateurs, etc. Quant aux appareils électroménagers, leurs prix stagnent plutôt depuis dix ans.

Flambée des dépenses contraintes

Profitables aux consommateurs, ces baisses de prix doivent cependant être tempérées. D'une part parce que les ménages n'achètent pas ces équipements high-tech tous les jours ; d'autre part, parce que ces gains de pouvoir d'achat ont été amputés de dépenses contraintes de plus en plus lourdes pour le porte-monnaie des ménages. C'est le cas notamment du logement, de l'énergie, des transports, des carburants, des assurances... Autant de dépenses difficilement compressibles, dont les prix ont flambé ces dernières années (lire encadrés ci-contre) et dont le poids pénalise gravement les familles à faibles ressources (jeunes couples débutant dans la vie, retraités à petites pensions, chômeurs...). L'apparition de dépenses nouvelles (téléphonie mobile, accès à Internet...) a aussi conduit les ménages à arbitrer différemment leurs dépenses courantes et à modifier leur comportement, quitte à sacrifier l'essentiel, d'où cette impression de régression du pouvoir d'achat.

Pour autant, faut-il brûler l'euro en sorcellerie et revenir au franc ? Contrairement à ce que pensent certains, les consommateurs n'auraient rien à y gagner. Avec une crise économique telle que la vit actuellement la zone Euro, la France devrait dévaluer sa monnaie nationale pour rester compétitive, ce qui appauvrirait automatiquement l'ensemble des consommateurs en augmentant les prix encore davantage. ■

Jean-Paul Geai avec Natacha Ducatez

